



Bruxelles, le 28.9.2022
COM(2022) 496 final

2022/0303 (COD)

Proposition de

DIRECTIVE DU PARLEMENT EUROPÉEN ET DU CONSEIL

**relative à l'adaptation des règles en matière de responsabilité civile extracontractuelle
au domaine de l'intelligence artificielle
(Directive sur la responsabilité en matière d'IA)**

Présentation :

Proposition de
Directive sur la
responsabilité
en matière d'IA

Victoria ROGER
Jeanne ALEXANDRE
Antonin LACOUTURE

I. Un contexte favorable à la proposition de directive

- Contexte marqué par l'essor des technologies numériques
- Difficulté pour les victimes de dommages de prouver la faute ou le lien de causalité
- Lacunes des régimes de responsabilité + diversité des régimes nationaux constituent un obstacle majeur à l'adoption de l'IA en Europe
- Directive répond à une double nécessité :
 - Garantir une réparation équitable pour les victimes des systèmes d'IA
 - Créer un cadre juridique harmonisé en UE



II. Contenu de la proposition de directive

d'application;

- S'applique aux actions civiles fondées sur une faute extracontractuelle
- Pour des dommages causés par IA
- Dans le cadre du régime de responsabilité fondé sur la faute
- Uniquement applicable à la responsabilité civile (pas resp. pénale) et la responsabilité des États et des autorités

II. Contenu de la proposition de directive

- Article 2 : Définitions
et IA Act;
 - Système
d'intelligence
artificielle
 - Système d'IA à haut
risque
 - Fournisseur
 - Utilisateur
 - Action en réparation
 - Demandeur

II. Contenu de la proposition de directive

d'éléments de preuves;

- Les juridictions peuvent ordonner la divulgation des éléments de preuves pertinents concernant les systèmes d'IA à haut risques spécifiquement soupçonnés d'avoir causé un dommage.
- Demande adressée au fournisseur du système d'IA
- Demandes doivent être

II. Contenu de la proposition de directive

lien de causalité en cas de
faute;

- Prévoit présomption
réfragable de lien de
causalité entre le dommage
et la faute si tant est
que le demandeur prouve la
faute commise par le
défendeur
- Possibilité d'établir la
faute en cas de non-
respect du devoir de
vigilance
- Limites d'applications de
la présomption et

III. Différentes implications de la proposition

En matière économique :

- Augmentation de la valeur de production des échanges transfrontaliers
- Amélioration des conditions de planification financière des TPE/PME
- Augmentation de la valeur du marché de l'IA

En matière social :

- Augmentation de la confiance des résidents européens dans les systèmes d'IA

En matière environnementale :

- Mise au service des systèmes d'IA pour répondre aux enjeux environnementaux, du fait des obligations de transparence et de responsabilité

IV. Place de la directive dans le droit de l'UE

Législation sur la cyber-résilience : les deux directives se complètent pour améliorer la confiance des citoyens européens dans les systèmes d'IA

Législation sur les services numériques : pas d'ingérence car ont un champ d'application différent

Pacte Vert sur l'Europe : possible mise en place de la responsabilité pour faute du système d'IA s'il cause un préjudice écologique, permettant d'acter pour la transition écologique



CONCLUSION



MERCI POUR VOTRE ÉCOUTE !